

Tribune libre

Face à la crise mondiale du capitalisme

Collectif Révolution Permanente
(CRP / Pérou, Groupe Bolchevik / France, PRK / Autriche)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Révolution socialiste ! Pouvoir des travailleurs !

De la « fin de l'histoire » à l'effondrement du capitalisme mondial

Voici 20 ans, les partis réactionnaires et les idéologues bourgeois triomphaient. Ils annonçaient la faillite définitive du communisme et même la fin de l'histoire, en s'appuyant sur le chômage de masse et les défaites infligées au prolétariat mondial : échec de la grève des mineurs britanniques, privatisations des entreprises publiques dans les pays capitalistes, réunification allemande au compte de la bourgeoisie, implosion de l'URSS, tournant vers le capitalisme en Chine...

La vague révolutionnaire mondiale de la fin des années 1960 et des années 1970, qui menaçait les bourgeoisies des pays impérialistes, celles des pays capitalistes dominés et les bureaucraties des pays ayant exproprié le capital, avait reflué, fourvoyée par la sociale-démocratie, le stalinisme et le nationalisme petit-bourgeois. Mais la hausse du taux d'exploitation dans les centres impérialistes, la réintroduction de l'Europe de l'Est, de la Russie, de la Chine et du Vietnam dans l'économie capitaliste mondiale à la suite de la restauration du capitalisme par les bureaucraties stalinienne, l'abondance de liquidités fournies par les banques centrales, n'ont apporté qu'un sursis au capitalisme en déclin. Sa fragilité était révélée par d'incessantes crises monétaires, bancaires et économiques. Les contradictions ont éclaté en juin 2008, sous forme d'une crise bancaire au centre de l'économie mondiale, aux États-Unis, pour déboucher sur une crise mondiale sans précédent depuis celle de 1929.

Les besoins élémentaires de l'humanité ne sont pas satisfaits, mais, dans le cadre du mode de production capitaliste, il y a soudain trop de marchandises, trop de moyens de production, trop de producteurs... D'ici 2010, le nombre de chômeurs supplémentaires pourrait atteindre 25 millions supplémentaires, sans compter les 20 millions d'ouvriers sans droits qui sont retournés dans leurs villages d'origine en Chine. D'après le président de la Banque mondiale, « 200 000 à 400 000 nourrissons pourraient mourir chaque année ». Le seuil d'un milliard de personnes sous-nourries sera largement dépassé en 2009.

La crise capitaliste n'épargne aucun pays

Le commerce mondial chute à des rythmes plus rapides qu'en 1929-1930 : il devrait diminuer de 13,2 % en 2009 selon l'OMC. Le 22 avril, le FMI a estimé que la production mondiale allait baisser de 1,3% en 2009. Il évalue le coût de la crise économique mondiale à la somme incroyable de 4 054 milliards de dollars.

Les pays dominés, en particulier les plus pauvres, souffrent durement de la dépression par la baisse conjuguée de leurs exportations, des transferts de revenus des émigrés, de la chute des investissements étrangers.

Parmi les « pays émergents », les États d'Europe centrale, qui avaient intégré l'Union européenne, sont particulièrement touchés et doivent s'adresser au FMI. La baisse de prix du pétrole et du gaz nuit particulièrement à la Russie. Dimitri Medvedev a annoncé un plan de 44 milliards de roubles (un milliard d'euros) pour stimuler l'économie russe, en lançant notamment des projets d'infrastructures, au moment où les licenciements se multiplient à un rythme étourdissant. En Chine, le chômage, ce mal typique du capitalisme, prend des proportions encore plus considérables. Hu Jintao a lui aussi recouru aux recettes de l'économiste bourgeois Keynes, à savoir des baisses des taux de la Banque centrale de Chine et un « plan de relance » de 1 600 milliards d'euros (entraînant un déficit budgétaire). Ces mesures visent à préserver une croissance à 6 %, ce qui est néanmoins le chiffre le plus faible depuis 1992.

Selon l'OCDE, les pays avancés sont « au cœur de la récession la plus profonde et la plus vaste depuis plus de cinquante ans ». Elle prévoit une chute de 4,3 % du PIB des 30 pays les plus riches pour 2009, à commencer par celui des États-Unis, qui devrait chuter de près de 4 % cette année. L'Allemagne est également fortement concernée, avec une prévision de -5,3 %. Les prévisions pour la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ne sont guère meilleures (respectivement -3,7 %, -3,3 %, -4,3 %). L'économie japonaise devrait quant à elle reculer de 6,6 %...

Au G20 : chacun pour soi !

Les États capitalistes, par nature, sont incapables de s'entendre. Ils sont l'incarnation de bourgeoisies nationales qui sont en concurrence les unes avec les autres pour exploiter le prolétariat mondial. Face à la crise, chaque État essaie donc de favoriser sa bourgeoisie au détriment des autres, alors même que l'économie capitaliste est plus internationalisée que jamais, que chaque économie dépend des autres par les biais des importations et des exportations, que toutes les grandes firmes (et même une grande partie de taille plus modeste) sont devenues « multinationales ». Nombre d'États recourent à des mesures protectionnistes qui approfondissent la dépression. Ils adoptent des « plans de relance » sur une base nationale : 34 milliards d'euros en France, 100 milliards en Allemagne, 590 milliards au Japon, 627 milliards aux États-Unis, 465 milliards puis 1 162 milliards en Chine...

Lors du dernier G20 à Londres début avril, Obama a convenu : « Nous n'allons pas nous entendre sur tous les points ». Cela reflète l'affaiblissement du principal impérialisme car les États-Unis, tout en gardant une suprématie militaire qu'ils utilisent à plein, ont perdu l'hégémonie économique dont ils bénéficiaient au lendemain de la deuxième guerre mondiale, quand ils se révélaient capables de reconstruire les économies capitalistes du Japon et de l'Europe de l'Ouest, tout en instaurant un système monétaire international relativement stable basé sur le dollar.

La Chine, qui cache mal sa vocation à devenir une puissance impérialiste, a déclaré qu'il fallait mettre un terme au rôle du dollar américain dans les échanges mondiaux. Les impérialismes allemand et français, représentés par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, se sont opposés de manière diplomatique à l'impérialisme américain épaulé par l'impérialisme britannique. Alors qu'Obama et Brown souhaitèrent un effort de relance supérieur de l'Allemagne, le premier exportateur de biens du monde, Sarkozy et Merkel plaidèrent officiellement pour une « meilleure régulation de la finance » au détriment des places financières de New York et de Londres, ce qui dans les deux cas revient à chercher à réunir les meilleures conditions d'accumulation du capital.

Militarisme, oppression nationale, cléricisme...

Cette réunion inter-impérialiste a mobilisé 2 500 policiers. Elle a même coûté la vie à un passant. Des milliers de personnes furent détenues pendant des heures sans aucune accusation. La bourgeoisie n'est plus une classe progressiste depuis longtemps. Partout, dans le monde, les forces de répression et d'intervention sont épargnées par la crise. Les libertés démocratiques sont amputées. Les classes exploiteuses recourent de plus en plus au nationalisme, au détriment des minorités nationales et des immigrés, et au cléricisme, au détriment des droits des femmes, des jeunes, des homosexuels, des minorités religieuses.

La violence capitaliste n'a pas cessé avec la crise, au contraire. Obama a prévu de recruter 100 000 policiers et maintient l'embargo contre Cuba et augmente les troupes d'occupation de l'Afghanistan, en réclamant une aide de ses alliés de l'OTAN que tous lui promettent et qu'aucun ne semble presser d'accorder en pratique. L'islamisme, propulsé autrefois par les États-Unis contre la révolution et contre l'URSS, dont Al Qaida est un produit, se retourne contre eux aussi au Pakistan, un État basé dès l'origine sur la religion et menacé d'un nouveau démembrement. Le gouvernement de la Russie rétablit le christianisme comme religion d'État, maintient sa botte sur la Tchétchénie et fait pression sur nombre des États voisins. Le pouvoir en Chine tolère une fantastique régression du sort des femmes, entretient une police féroce et piétine les droits des minorités nationales. Le gouvernement du Sri Lanka achève actuellement la réunification de l'île par la violence militaire, dont la minorité tamoule fait les frais. Au début de l'année, Israël, non content de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem, a bombardé puis envahi la Bande de Gaza, avec la complicité des puissances impérialistes, de l'Égypte et même de l'Autorité palestinienne. Une fraction réactionnaire et d'origine coloniale de la bourgeoisie bolivienne menace de sécession le pays.

Pour la révolution permanente, pour une internationale ouvrière révolutionnaire

Les travailleurs des villes et des campagnes résistent contre les propriétaires fonciers et une bourgeoisie capitaliste qui devient, prise à la gorge par la crise économique, de plus en plus agressive. Mais, dans bien des pays, les syndicats indépendants de l'État bourgeois sont interdits, les travailleurs ne disposent même pas de parti. Là où elles existent, les organisations de la classe ouvrière, partis comme syndicats, sont trop souvent liées à la bourgeoisie pour servir efficacement le prolétariat. En outre, la défense de leur bourgeoisie, qui elle-même affronte d'autres bourgeoisies, entraîne les appareils « réformistes » à diviser le prolétariat, celui du pays contre les autres, et au sein même du pays, contre les prolétaires immigrés et ceux des minorités nationales.

La lutte réelle contre les conséquences désastreuses de la crise capitaliste mondiale (et les menaces grandissantes de restauration capitaliste à Cuba) impose la lutte de classe. Celle-ci passe par le front unique ouvrier contre les politiques de collaboration de classe et de division menées par les directions capitulaires et opportunistes, par la mise sur pied d'organismes démocratiques ouvriers et populaires (soviets, conseils, shoras, assemblées populaires...) et par la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire au fonctionnement démocratique, se traduisant, dans chaque État, par un parti ouvrier révolutionnaire basé sur les enseignements de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Sans de tels partis, capables de mobiliser toute la force de la classe ouvrière et de ses alliés (paysans pauvres, étudiants, chômeurs, ethnies opprimées...), les travailleurs n'obtiendront que des victoires partielles et temporaires ou essuieront des défaites, à cause de la trahison prévisible des directions nationalistes petites-bourgeoises, réformistes, aidées par les centristes.

Seul un tel parti, communiste et internationaliste, sera capable d'armer les masses pour la prise du pouvoir.

Seul un gouvernement ouvrier (ou un gouvernement ouvrier et paysan, suivant les pays) est à même d'exproprier les expropriateurs, de prendre les mesures politiques et économiques nécessaires pour répondre aux besoins de la population en ménageant les ressources fournies par la nature, de mener la transition vers le socialisme qui ne sera définitive qu'avec la victoire de la révolution dans les pays avancés.

Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes, à commencer par celle de Guantanamo, évacuation immédiate de toutes les troupes impérialistes d'Irak, d'Afghanistan, du Liban, du Tchad, du Kosovo... !

Abrogation de toutes les lois contre les travailleurs immigrés, les grèves, les syndicats, les partis ouvriers !

Grève générale contre les bourgeoisies et leurs États !

Expropriation des banques, des grandes propriétés foncières et des grands groupes capitalistes !

Auto-organisation des travailleuses et des travailleurs, gouvernement ouvrier et paysan, République mondiale des conseils ouvriers !

1er mai 2009

Collectif Révolution Permanente

(CRP / Pérou, Groupe Bolchevik / France, PRK / Autriche)

(document formaté par Lutte de classe)